

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



PAROLES D'ACTUALITÉ :

"L'avenir du mouvement dépendra du choix qui s'impose de plus en plus entre la phrase révolutionnaire et l'action révolutionnaire" déclarait PIVERT à notre journal "La Vérité" le 26 Avril 1935 !

EN EFFET !!!

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X°
ABONNEMENTS
France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.
Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs.
Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : n° 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4^e Internationale

LE PREMIER FONDS "TRAIN" MARIE PARIS
Un train qui écrase les pauvres et les émigrés antifascistes

NÉGRIN-STALINE prépare un nouveau procès de Moscou, à Barcelone.

Le mot d'ordre de chaque manifestation :

"À bas les décrets-lois Daladier-Mandel"

Voici les premiers « actes d'autorité » pour lesquels MM. Daladier, Marchandeu, Mandel, ont obtenu la confiance non seulement des réactionnaires et des fascistes, mais encore des parlementaires « socialistes » et « communistes » !

Ces décrets « assouplissent » les 40 heures, c'est-à-dire les torpillent. Après les assouplissements pour la défense nationale, voici les « assouplissements » purs et simples. Que va-t-il rester de la conquête essentielle de juin ?

Autre décret : on fait payer les pauvres par l'augmentation générale des impôts de 8 p. 100. Ce qui signifie surtout : augmentation des droits de consommation; augmentation du prix de la vie.

Autre mesure « démocratique » : la répression contre les étrangers est organisée d'une manière impitoyable.

De lourdes peines pour les « étrangers » sans papiers, c'est-à-dire pour les exilés politiques pauvres, et pour les camarades qui les logeront bénévolement !

Les expulsions préventives qui frappent déjà les « étrangers » antifascistes, nous montrent par avance quelles seront les victimes de Daladier-Sarraut.

Et maintenant, il s'agit d'organiser la protestation et la riposte ouvrière contre ces décrets-lois, premier train de misère et de répression.

Le fait que « l'Humanité » en donne le contenu, sans un mot de protestation, nous indique, qu'il ne faut pas nourrir la moindre confiance dans les directions officielles.

La protestation de masse doit venir des travailleurs eux-mêmes, de l'usine, des champs, des bureaux.

Le P.O.I. et les J.S.R., ne manqueront pas de la susciter et de l'organiser, sous le mot d'ordre :

« A bas les décrets-lois Daladier-Mandel ! »

Comment les staliniens organisent avec le patronat, la répression anti-ouvrière.

Le scandale des licenciements de "La Lorraine"

LETTRE OUVERTE AUX OUVRIERS DE "LA LORRAINE"

Dans l'avant-dernier numéro de La Lutte nous annonçons que deux camarades avaient été vidés de l'Usine « La Lorraine » à Argenteuil pour avoir opposé aux mensonges staliniens de la direction syndicale de l'usine, les moyens de lutte à employer pour faire reculer le patronat.

Hélas, la vérité est pire : ce ne sont pas deux camarades, mais quatre qui ont été licenciés.

Licenciés sur l'ordre impératif de la délégation ouvrière stalinienne, par la Direction, qui, d'ailleurs, était d'accord à 100 pour cent avec les staliniens.

L'un d'eux, secrétaire du « cercle syndicaliste lutte de classe » de la boîte, membre du C.S. du syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la R.P., n'a pas même reçu de lettre recommandée de la Direction. Il a été licencié « sans préavis ». Un conseil de travail s'est réuni, a jugé les quatre « délinquants » par contumace, ils n'ont jamais été convoqués. Ainsi la répression patronale et la répression stalinienne ne font qu'un !

(Suite page 3)

délégation ouvrière stalinienne, par la Direction, qui, d'ailleurs, était d'accord à 100 pour cent avec les staliniens. L'un d'eux, secrétaire du « cercle syndicaliste lutte de classe » de la boîte, membre du C.S. du syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la R.P., n'a pas même reçu de lettre recommandée de la Direction. Il a été licencié « sans préavis ». Un conseil de travail s'est réuni, a jugé les quatre « délinquants » par contumace, ils n'ont jamais été convoqués. Ainsi la répression patronale et la répression stalinienne ne font qu'un !

En Espagne

NÉGRIN-STALINE le grand organisateur de la défaite

Une certaine stabilisation du front de Catalogne et de Teruel s'est produite au cours de la dernière semaine. C'est le moment que Négrin et les Staliniens (les ans sont muets comme des carpes...) ont choisi pour commencer à dissoudre les comités d'Usines et les collectivisations ouvrières.

Le 28 avril, les Services Electriques Unifiés de Catalogne (unités collectivisées) ont été dissoutés. Le Times, organe de la City (29-4) déclare ouvertement en signalant ce fait : « C'est le premier pas vers l'abolissement du contrôle par les Comités ouvriers, et la restitution de la compagnie à la propriété privée. Ce seront des nouvelles bienvenues à l'Ebro Electric Light and Power Company, dans laquelle sont investis de grandes quantités de capital britannique ».

Les buts de guerre de M. Négrin. A la lumière de ce fait on comprend la vraie signification de la déclaration du gouvernement Négrin faite le 1^{er} Mai sur ses « buts de guerre ». Les collectivisations ouvrières de l'Electricité font sans doute partie de ce que M. Négrin appelle au paragraphe 7 les « dommages involontairement causés aux intérêts légitimes des étrangers ». Pour les étudier on a déjà créé une « commission des réclamations étrangères ».

Une brochure publiée par la CGT, avec préface de Jouhaux, intitulée La Finance Internationale et la guerre d'Espagne démontre, avec des noms, des faits et des chiffres à l'appui, que la City de Londres et la Bourse de Paris sont les principaux détenteurs de la puissance économique en Espagne. Négrin s'adresse éperdument à ces deux « puissances démocratiques ». On comprend donc facilement qui paie ce marché : ce sont les ouvriers espagnols. Voilà comment Négrin, Del Vayo et autres prétendent lutter contre la colonisation de l'Espagne et la libération de leur peuple !

Toute la déclaration des « buts de guerre » de Négrin est une porte ouverte au fascisme, la voie ouverte à une dictature militaire, à la trahison générale des populations, sous un habile camouflage.

Il affirme les droits de la puissance capitaliste Espagne, parle de la « libération du territoire des forces militaires étrangères », sans rien dire du fascisme espagnol et de l'armée de Franco ; préconise une « République populaire » (sans classe ?) dont la structure sera déterminée par un plébiscite (c'est-à-dire par un vote oui ou non, sur une question posée par la bourgeoisie), forme spécifique de la pseudo-démocratie fasciste ; parle de garantir les pratiques religieuses, sans dire un mot de la liberté des partis ouvriers et des syndicats, et surtout, garantit la propriété !

Cette déclaration fut très applaudie et suscita le seul moment d'enthousiasme véritable du meeting. Toutefois personne ne dit mot sur la plate-forme et les méthodes de lutte du nouveau parti éventuel.

(Suite page 4)

propriété privée. Ce seront des nouvelles bienvenues à l'Ebro Electric Light and Power Company, dans laquelle sont investis de grandes quantités de capital britannique ». Les buts de guerre de M. Négrin. A la lumière de ce fait on comprend la vraie signification de la déclaration du gouvernement Négrin faite le 1^{er} Mai sur ses « buts de guerre ». Les collectivisations ouvrières de l'Electricité font sans doute partie de ce que M. Négrin appelle au paragraphe 7 les « dommages involontairement causés aux intérêts légitimes des étrangers ». Pour les étudier on a déjà créé une « commission des réclamations étrangères ».

Une brochure publiée par la CGT, avec préface de Jouhaux, intitulée La Finance Internationale et la guerre d'Espagne démontre, avec des noms, des faits et des chiffres à l'appui, que la City de Londres et la Bourse de Paris sont les principaux détenteurs de la puissance économique en Espagne. Négrin s'adresse éperdument à ces deux « puissances démocratiques ». On comprend donc facilement qui paie ce marché : ce sont les ouvriers espagnols. Voilà comment Négrin, Del Vayo et autres prétendent lutter contre la colonisation de l'Espagne et la libération de leur peuple !

Toute la déclaration des « buts de guerre » de Négrin est une porte ouverte au fascisme, la voie ouverte à une dictature militaire, à la trahison générale des populations, sous un habile camouflage.

Il affirme les droits de la puissance capitaliste Espagne, parle de la « libération du territoire des forces militaires étrangères », sans rien dire du fascisme espagnol et de l'armée de Franco ; préconise une « République populaire » (sans classe ?) dont la structure sera déterminée par un plébiscite (c'est-à-dire par un vote oui ou non, sur une question posée par la bourgeoisie), forme spécifique de la pseudo-démocratie fasciste ; parle de garantir les pratiques religieuses, sans dire un mot de la liberté des partis ouvriers et des syndicats, et surtout, garantit la propriété !

(Suite page 4)

Grandizo-Munis, Adolfo Carlini, etc. militants révolutionnaires, miliciens héroïques de la première heure, sont traduits devant le tribunal "d'espionnage", à la suite d'une procédure d'inquisition.

Le Proletariat français doit les arracher au bourreau !

Sauvons les meilleurs combattants

Une information grave et sûre nous parvient d'Espagne : le Guépéou Staline-Negrin monte une grande provocation à la manière de Moscou, contre la section espagnole de la IV^e Internationale, dont nous avions retracé le rôle héroïque dans la lutte contre Franco, en même temps que l'ardente lutte pour le programme de la révolution socialiste (pour le pouvoir aux comités ouvriers, paysans, soldats, commencée en juillet 36 !).

Voici tout d'abord l'essentiel de l'acte d'accusation :

BARCELONE, 10 mars 1938.

Attendu que dans cette ville, fonctionnait une organisation qui, dans la clandestinité et dans une supposée idéologie extrémiste, projetait de commettre des attentats contre les personnalités éminentes de la République qui occupaient les charges dirigeantes et qui, par l'intermédiaire d'imprimés clandestins effectuait une propagande contraire aux intérêts de la République, se maintenant en relation directe avec des éléments étrangers. Sont les principaux dirigeants de cette organisation Manuel Fernandez Grandizo Martinez Munis; Adolfo Carlini Roca et Hage Kielson, ce dernier évadé des mains de la police. Entraient dans leurs projets et coopéraient dans cette organisation Jaime Fernandez Rodriguez, Luis Zano Grimm et Théodore Sanz Hernandez et, au moindre degré, Victor Oudik et autres dont les circonstances sont ignorées.

Attendu que tous ceux qui sont antérieurement cités, à l'exception de Oudik, tentèrent d'assassiner le capitaine Léon Narvitsch, aux environs de 10 heures du soir du 10 février dans la rue de la Légalité de cette ville, Manuel Fernandez Grandizo, s'étant jetés sur lui tandis que le commissaire Jaime Fernandez et un commissaire politique connu sous le nom de Max et Joan, dont on ignore le lieu où il se tient ».

(Sulvent les formules juridiques...)

Qui sont ces militants ?

MANUEL FERNANDEZ GRANDIZO MUNIS, bolchevik-léniniste, militant connu en Espagne pour avoir été un des fondateurs de la « gauche communiste » d'Espagne avec Nin et Andrade. Il avait milité à Madrid. Il est allé ensuite au Mexique où réside sa famille avant la révolution espagnole. Il a été secrétaire de la Ligue communiste du Mexique, Revenu du Mexique, pour faire tout son devoir dans les milices des Jeunesses Socialistes sur le Front de Madrid. Réduit à l'illégalité par le Guépéou Staline-Negrin, notre camarade ne cessait de militer pour le redressement dans la voie de la révolution socialiste.

MUNIS est un marxiste révolutionnaire partisan de la lutte des masses et n'a rien à voir avec le terrorisme individuel. Nous verrons d'ailleurs que le « crime » dont on l'accuse est inexistant.

Autre accusé : ADOLFO CARLINI, camarade italien, membre du parti socialiste italien, combattant les premières heures sur le Front d'Aragon; connu en France et en particulier à Marseille comme un militant honnête et dévoué à sa classe, marxiste révolutionnaire adversaire du terrorisme individuel, connu à Barcelonne pour sa conduite héroïque à Estrecho-Quinto et au Monte-Aragon.

HAGE KIELSON, volontaire, militant bolchevik, adversaire du terrorisme individuel (a pu s'évader).

Deux camarades espagnols : JAIME FERNANDEZ RODRIGUEZ, TEODORO SANZ HERNANDEZ, et deux autres camarades espagnols, ayant tous un passé de révolutionnaires et de militants honnêtes, courageux, dévoués.

Comme à Moscou

LOUIS ZANON, jeune camarade venu au mouvement seulement après le 19 juillet, affaibli physiquement, vivant dans des conditions particulièrement difficiles, avec une capacité de résistance très limitée. Par la torture on lui avait tiré des « aveux » de faits inexistantes. Il avait été traducteur à « La Batalla » et à « l'Editorial Marxista ». Dans une déclaration, ce camarade a rétracté ces « aveux » et exigé un nouvel interrogatoire.

En ce qui concerne les autres accusés, nous pouvons donner les informations suivantes :

VICTOR OUDIK, tchécoslovaque, est un ouvrier boulangier.

L'acte d'accusation mentionne un « commissaire politique » Max O'Joan. Il a disparu. Voici quelques traits caractéristiques le concernant : il se dit allemand, parlait bien cette langue, jeune, avait l'air d'avoir 22-24 ans, brun, gros, le visage d'avoir 22-24 ans, caduque. Son rôle n'apparaît pas clairement. On a peur que ce « disparu » apparaisse au procès pour déclarer certifier la « culpabilité » des accusés. Comme à Moscou !

Voilà maintenant l'accusation elle-même. Ces camarades sont déshonorés devant le Tribunal d'Espionnage et de haute trahison ! ! Pour tentative d'assassinat ! ! Ils sont incarcérés à la « Prison modèle » de Barcelone.

Au cours des interrogatoires, ils ont été brutalisés, battus, torturés. Tous se sont conduits comme des militants révolutionnaires.

Ils n'ont rien à voir avec l'assassinat de Narvitch si réellement il y a eu assassinat, ni avec le terrorisme individuel.

Narvitch se déclarait sympathisant à la Quatrième Internationale, flétrissait les méthodes du stalinisme. Il est vraisemblable que ce sont les stal-

niens, eux-mêmes, qui ont fait disparaître cet officier devenu un témoin gênant. Maintenant, ils vont se servir de ce cadavre, de cette disparition, pour monter un procès en terrorisme contre les militants révolutionnaires, à la manière de Moscou, dans l'assassinat de Kirov.

Comme ils l'ont fait, pour le P.O.U.M., tous les ouvriers, tous les intellectuels honnêtes du monde se dresseront contre cette tragi-comédie judiciaire !

Ils exigeront qu'on mette bas les pattes devant les combattants de la première heure, les militants bolcheviks léninistes partisans de la révolution socialiste, adversaires du terrorisme individuel.

Ils dénonceront la procédure canaille et immonde de sol-disant espionnage et haute trahison ! ! Ils exigeront les garanties de justice et l'assistance de défenseurs étrangers !

Dès maintenant, notre parti et le Secours International prennent l'affaire en mains. La SIA, l'Union Anarchiste, la Fédération Socialiste de la Seine ont été saisies : leurs militants se dresseront avec nous pour exiger LA LIBERATION IMMEDIATE DES ACCUSÉS ou la tenue d'un PROCES POLITIQUE AU GRAND JOUR, avec UNE INSTRUCTION PUBLIQUE !

CONTRE LA REPRESSION !

Avec le S. I. (S. L.) défendons les travailleurs immigrés !

Pour « défendre le franc » le gouvernement Daladier vient de prendre un décret-loi qui aggrave terriblement les pénalités contre les travailleurs étrangers victimes des arrêts d'expulsion. Ce sont maintenant des peines de trois et de cinq ans de prison que les tribunaux appliqueront aux victimes des dictatures fascistes et de la répression bourgeoise. Etant donné l'infâme régime des prisons françaises, ce seront pratiquement des peines de mort pour de nombreux étrangers apparus, sous-alimentés et épuisés par des persécutions.

Des mesures sont annoncées contre les Français qui prêteront le concours de leur hospitalité aux travailleurs traqués. Ceci pour encourager la délation et le mouchardage et pour isoler nos frères immigrés.

Voilà ce que devient le traditionnel « droit d'asile », le « visage de la France » entre les mains du « gouvernement de Front Populaire » qui continue ». Pour que la manifestation soit complète, il s'est hâté de rapporter les quelques décrets d'expulsion qu'il avait pris contre les généraux du tsar et contre les Russes blancs pourris, démasqués à Paris comme agents doubles de la Gestapo et de la Guépéou.

L'infâme décret-loi Daladier va aggraver le sort tragique des travailleurs victimes du fascisme, et surtout de ceux qui n'ont pas plié le genou devant le capitalisme vainqueur.

(Suite page 4)

Pivert espère le compromis avec Paul Faure

Les militants de la Gauche Révolutionnaire s'orienteront-ils vers le marxisme ?

Mardi 26 août, la Fédération Socialiste exculse a tenu un grand meeting au Moulin de la Galette. Il faut noter le succès de cette manifestation. Sans affiches, 2500 à 3000 personnes étaient venues. Visiblement, l'assistance attendait un appel à la lutte, la dénonciation implacable de la position de Paul Faure et de Blum.

Malheureusement, les discours étaient dominés par le souci tactique des camarades dirigeants de la gauche révolutionnaire : ne rien faire qui puisse sembler le désir d'une séparation volontaire. Les noms de Blum, de Paul Faure, de Dormoy, etc... ne furent pas prononcés. Les orateurs se limitèrent à une appréciation générale de « l'insuffisance » de la politique du F.P.

Pivert, D. Guérin et les autres orateurs tenaient à marquer qu'ils restaient fidèles à la charte de leur parti

Lire page 4

TROTSKY soumet au tribunal de la S. D. N., le dossier du terroriste Staline.

(Suite page 4)

Où en est la situation internationale ?

Pourparlers anglo-italiens et Pourparlers anglo-français

Quelques dates

13 mars, entrée des troupes allemandes en Autriche. 18 avril, signature des accords anglo-italiens. Quelques jours après, début des pourparlers franco-italiens. 28-29 avril, rencontre à Londres des gouvernements anglo-français. Que signifient ces événements ? Où nous mènent-ils ? Quelles répercussions peuvent-ils avoir sur le sort des travailleurs d'Europe ?

Où en sommes-nous ?

Pour bien comprendre la conjoncture, il faut la situer. Les derniers événements, comme l'avènement du fascisme en Allemagne, closent une étape et donnent naissance à une autre étape dans la situation européenne. 1919 à 1923, l'Europe a traversé une série de crises violentes, économiques, politiques et sociales, vit sous le signe du système de Versailles, de la domination du groupe anglo-français en Europe. De 1933 à 1938, le fascisme parvenu au pouvoir libère par la terreur, le capitalisme allemand de la question sociale et brise successivement, par une suite de faits accomplis, l'Allemagne des chaînes que lui avait imposées le traité de Versailles. Profitant de cette crise, l'Italie s'empare de l'Ethiopie et le Japon entame une offensive d'envergure contre la Chine.

Un instant, l'explosion de la guerre civile en Espagne bouleverse les positions et les rivalités inter-impérialistes en Europe. Sous une apparente opposition et malgré des méthodes différentes, intervention militaire ou « non-intervention », les impérialismes européens se rapprochent pour former un front unique contre la révolution ouvrière en Europe. Le groupe franco-anglais ne consent à desserrer quelque peu son étreinte qu'après les grandes défaites ouvrières en Espagne. Mais c'est pour s'entendre avec le bourreau des ouvriers, Franco. L'agonie de la révolution ouvrière, comme nous l'avions prévu, expédie les antagonismes entre impérialismes, qui ne sont plus contraints à des réserves mutuelles devant l'ennemi commun.

Profitant des embarras italiens en Espagne, où les troupes et les armements de Mussolini constituent l'essentiel des forces de Franco, et en Ethiopie, où le peuple est en état de guérilla permanente contre le brigand colonisateur, l'Allemagne envahit l'Autriche et établit les bases d'une domination écrasante en Europe centrale. La conquête de l'Autriche ouvre une nouvelle ère de partages territoriaux dans le monde. C'est ce qui explique son importance. Pour l'impérialisme allemand, l'Autriche est un centre stratégique. En s'y installant, il reprend à son compte la poussée vers l'est et vers le sud de l'Empire austro-hongrois.

Nouveaux virages

La première victime de l'Anschluss fut le partenaire de l'axe Rome-Berlin, l'Italie. Son expansion en Europe centrale, ses visées coloniales dans le bassin méditerranéen se trouvaient désormais barrées par un adversaire d'une autre taille que lui-même, et qui de plus le menaçait violemment sur sa frontière. On a parlé, à ce propos, d'un accord italo-allemand réservant à l'une l'Europe centrale à l'autre le bassin méditerranéen. C'est une vue de l'esprit à quoi ne répond aucune réalité politique ou économique. Sans doute personne ne peut-il affirmer que dans l'enchevêtrement des rivalités actuelles, un conflit ne puisse surgir sur la base d'une alliance italo-allemande. Mais ce serait, pour l'Italie un coup de folie historique, la condamnation à mort de son expansion impérialiste.

D'où la rapidité de sa réaction à l'Anschluss. A peine un mois après, elle signe un accord avec l'Angleterre et en prépare un avec la France. Quels sont les objectifs de ces accords ? Derrière la phraséologie diplomatique, il y a quatre problèmes : Ethiopie, Espagne, Tchécoslovaquie et regroupement des alliances.

Ethiopie

L'Italie occupe militairement l'Ethiopie. Elle ne la « colonise » pas. Pour le faire, il lui faudrait : de l'argent et l'assurance de pouvoir pacifier le pays. Par leurs accords, les impérialismes anglo-français assurent à l'Italie un emprunt pour financer ses entreprises d'extorsion coloniale et leur solidarité dans le brigandage et la répression contre les masses abyssines. Ils l'adaptent officiellement au banquet des cannibales civilisateurs en Afrique. Pour prix de son alliance, ils lui abandonnent le peuple éthiopien.

Pour l'Espagne, l'accord est complet sur un point : l'étranglement définitif et sans retour de la révolution ouvrière.

Espagne

Le fameux « compromis » sur le des deux travailleurs entre bourgeoisie « fasciste » et « libérale » ne paraît même plus nécessaire. Il y suffira de reconnaître vainqueur et maître de l'Espagne le bourreau Franco. Mais il faut obtenir de l'Italie qu'elle ne profite pas, après la victoire de Franco, des forces militaires et « techni-

ques » qu'elle a installées en Espagne pour menacer les positions économiques qu'y a acquises le groupe franco-anglais. Les semaines à venir régleront le fond de ce débat. Suivant que Mussolini adhérait plus ou moins étroitement à la politique européenne du groupe franco-anglais, une place plus ou moins grande sera faite à l'Italie pour participer à côté des deux vieux requins, à l'exploitation des travailleurs espagnols à travers une bourgeoisie de faible importance et pourrissante.

Tchécoslovaquie

Pour la Tchécoslovaquie, le problème est beaucoup plus complexe. C'est qu'ici le principal « intéressé », l'Allemagne, n'est pas partie aux débats. Les positions franco-anglaises se sont, sur ce point, précisées : « Si la Tchécoslovaquie est attaquée, a dit Daladier à Londres, la France fera la guerre à l'Allemagne ». « L'Angleterre n'a pas d'engagement envers la Tchécoslovaquie », a répondu Chamberlain, mais si la guerre éclate à son sujet, nous serons forcés de vous suivre ». A partir de là, le bloc franco-anglais s'efforce d'entraîner l'Italie dans leur jeu, de s'en assurer la participation, ou du moins, la neutralité. Il lui démontre 1) qu'isolée, elle est incapable de lutter contre la ruée de l'impérialisme allemand en Europe centrale, tandis que la triple barrière de leurs forces réunies peut renverser la situation à leur profit ; 2) que la Tchécoslovaquie constitue, dans ce secteur européen, une base économique-stratégique capable de constituer un levier efficace de résistance à la poussée allemande et lui proposant de se prendre en mains avec eux. D'où, sous l'influence française, le tournant politique de la Tchécoslovaquie reconnaissant l'« empire italien d'Ethiopie » et multipliant ses flatteuses avances à Mussolini.

Regroupement des alliances

Mais la solution du précédent problème est subordonnée au suivant : le regroupement des alliances, ses limites, son orientation. Deux voies se présentent : pacte à quatre européen ou triple Entente, renouvelant les accords de Stresa, mais en reconnaissant les nouvelles positions conquises par l'impérialisme italien. Pour conclure un pacte à quatre, il faudrait laisser les mains libres à l'Allemagne en Europe centrale et orientale. Les trois partenaires ne s'y résoudraient que contraints, et forcés par des événements dont l'ampleur dépasserait leurs rivalités avec l'Allemagne. La France se refuse résolument à entrer dans cette voie, qui signifie pour elle des sacrifices substantiels, la perte définitive de son hégémonie en Europe. Mais le maquignon Mussolini n'entend lâcher le partenaire allemand que contre un pourboire considérable. On a voulu considérer la nouvelle situation comme créant une sorte d'arbitrage italien entre l'axe Rome-Berlin et le bloc franco-anglais. C'est une plaisanterie d'ignorant. Plus simplement, l'Italie profite de l'occasion pour se faire payer au plus haut prix. Et l'Allemagne ?

L'inconnue de la situation actuelle est l'Allemagne. Jusqu'à présent, elle avait profité des divisions d'autrui pour s'accroître. Mais devant la rapidité et l'ampleur de son relèvement, elle voit peu à peu se reconstituer contre elle un triple front occidental-méditerranéen, qui risque, au surplus de regrouper les états secondaires en Europe centrale et orientale. Contre ce regroupement, comment réagirait-elle ? Ce qu'elle veut, on le sait clairement. Mais elle surprend par la rapidité de ses réalisations. Parviendra-t-elle à imposer sa participation dans un quadruple pacte et la liberté d'action à l'est qu'il implique pour elle ? Tentera-t-elle (avant que le regroupement se soit précisé), de précipiter une offensive contre la Tchécoslovaquie, espérant entraîner une prompt capitulation de cette dernière (si elle ne lui impose pas de sacrifice territorial), ou bien, si un conflit éclatât, entraîner l'Italie dans son sillage ? C'est ce qu'un proche avenir nous dira, après la visite d'Hitler à Rome.

La démocratie Tchécoslovaquie

Ce qui permet la menace de l'impérialisme allemand contre la Tchécoslovaquie, c'est la situation qui y est faite aux minorités. Dans cet Etat, nouvelle Autriche-Hongrie, mélange inextricable de nationalités, assemblées de force pour des raisons économiques et stratégiques, où les Tchèques représentent tout juste 50 pour cent de la population, la bourgeoisie tchèque ajoute à l'exploitation sociale de tous les travailleurs, l'oppression nationale des minorités privées de toute autonomie, et, soumise, en fait, à une bureaucratie policière et militaire. La faiblesse de l'« Etat » tchécoslovaque, la source de ses insolubles contradictions sont en lui-même. Seuls

les solutions de la question agraire, du problème des nationalités, des conditions sociales peuvent transformer la situation par l'union des travailleurs tchèques à ceux des autres minorités nationales et affaiblir effectivement l'impérialisme allemand en frappant au cœur le régime fasciste.

La défense de l'Espagne

De même, seul, le déferlement d'une nouvelle vague ouvrière détournera l'Espagne du fascisme et de devenir le champ clos d'exploitations impérialistes rivales. Le gouvernement bourgeois de Negrin s'orne naturellement le dos à une telle voie. Pour obtenir l'appui des impérialismes anglo-français, qu'il mendie depuis des mois, il accentue au contraire, la répression. Dans sa dernière déclaration, il leur promet : « un Etat vigoureux », un « plébiscite démocratique » sous le contrôle des forces de répression, qui ont brisé le mouvement ouvrier de mai, à l'aide de « bureaucratie stalinienne ; la garantie des libertés religieuses, en fait, droit au clergé espagnol de continuer à exploiter, les masses ; « garantie de la propriété », d'où destruction définitive des conquêtes ouvrières collectivisées ; « garanties des intérêts étrangers » ou reconnaissance aux impérialismes de leur droit à sur-exploiter le peuple espagnol ; « réforme agraire », ce qui veut dire, les paysans ayant occupé les terres, « invitation » à les quitter contre...des promesses ; une armée au-dessus des partis, c'est-à-dire au service du régime ; droit de l'Espagne... à ses colonies. Un tel programme ne peut que précipiter la désagrégation du camp gouvernemental, en décourageant les travailleurs, sans attirer en l'appui des « démocrates », qui choisissent toujours le vainqueur. La voie du triomphe et de la défense des travailleurs passe inéluctablement par la consolidation et l'extension des conquêtes et des libertés ouvrières. Toute autre voie précipite le triomphe de Franco.

Renforcement de la réaction

La conscience ouvrière, aveuglée par le chauvinisme capitalard des II^e et III^e Internationales, n'intervient pas activement sur un terrain de classe. Aussi tous ces compromis entre brigands ne signifient-ils pour les masses travailleuses qu'un surcroît de réaction. Ils n'écartent pas la guerre ; ils permettent de la mieux préparer. Les accords franco-anglais de Londres ont pour noyau vital une fusion des ressources armées des deux nations portant les forces militaires au maximum. Dès maintenant les accords conclus s'appuient :

- 1) Sur l'abandon des Ethiopiens à la féroce « pacification » des colonisateurs de Mussolini ;
- 2) Sur l'abandon des travailleurs espagnols au fascisme de Franco et à une surexploitation impérialiste renforcée ;
- 3) Sur la répression des milliers de travailleurs antifascistes italiens réfugiés en France, pour prix de l'alliance avec Mussolini ;
- 4) Sur un « gouvernement national fort » en France, qui réprime toute « agitation sociale » ou nationale des travailleurs de la métropole et des colonies, accélère la production par une exploitation intensifiée du travail, augmente la cadence des armements et de la préparation militaire, assure enfin l'équilibre du budget en liant définitivement partie avec le grand capital moyennant la liquidation des conquêtes et libertés ouvrières.

Trahison des Internationales

II^e et III^e Internationales poussent de toutes leurs forces dans la voie du « statu-quo ». Leurs divergences avec les gouvernements impérialistes n'expriment qu'une diversité de méthode pour mieux assurer la soumission des masses ou les intérêts particuliers de la bureaucratie stalinienne. Aux exhortations du porte-plume de Staline à l'« Humanité pour une politique « française », « indépendante », « démocratique », le « Bulletin Quotidien » du grand capital répond : « La France défend ses intérêts comme elle l'entend et les clauses de son pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS n'exigent pas qu'elle s'entende au préalable avec le gouvernement de Moscou ». 26-4-38.

Dans cette voie, les travailleurs ne peuvent aller qu'à la défaite et à la guerre.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

“ Le profond mystère qui donne naissance à la guerre ”

(LÉNINE)

(Suite de l'Enquête de la “L. O.”)

Toujours

à propos

des crédits de guerre !

(Suite d'une discussion)

Nous recevons, au cours de notre enquête, une nouvelle lettre du camarade M.A., sur la même question « du vote des crédits de guerre ». D'autre part, un autre camarade E., a entrepris de rendre plus convaincant notre première réponse. C'est très bien ainsi !

Qu'au cours de cette enquête, chacun de nos lecteurs ne manque pas de participer à cet effort d'éducation et de clarté.

Cette fois-ci, nous bornons, faute de place à laisser la parole à nouveau à A.M., et à F. qui lui répond.

Nous donnons aussi pour répondre au désir exprimé par M.A., une citation entre cent de Lénine, d'où il résulte que pour Lénine et le parti bolchevik, le premier « pas » était « le refus absolu » de crédits de guerre.

Nous poursuivons notre Enquête par la suite logique de l'étude sur l'union sacrée 1938, et l'originalité de la situation et des tâches qui en découlent.

Le camarade M. A. demande des précisions

Chers camarades,

J'ai lu avec attention les deux derniers numéros de La Lutte contenant la réponse à la lettre que je vous ai envoyée au sujet de l'enquête sur la guerre. Je m'excuse de revenir sur ce sujet, mais vos réponses à mes questions me font voir que je me suis mal exprimé et que ma plume n'a pas traduit fidèlement ma pensée. C'est pourquoi je vous écris à nouveau en espérant cette fois être plus clair.

Vous m'indiquez que « c'est toujours au nom de la révolution et de la défense des libertés que les chefs ouvriers ont trahi la classe ouvrière ». Entièrement d'accord. Mais où était la trahison ? Précisément dans ce fait qu'ils désaient aux ouvriers : il faut défendre les libertés françaises contre le despotisme allemand, comme les démocraties contre le fascisme. Je comprends fort bien que cela est une monstrueuse duperie et qu'il n'y a pas antagonisme entre les différentes superstructures statiques de la bourgeoisie, mais antagonismes d'intérêts entre différents groupes d'impérialistes. Quelle que soit la « couverture » politique qui puisse les recouvrir. Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste et, si ma lettre l'a laissé entendre cela est dû à ma maladresse à me servir d'une plume.

Je voudrais dire qu'il faut soutenir le budget de guerre de sa propre bourgeoisie pour que après avoir renversé celle-ci le prolétariat puisse défendre sa révolution contre les prolétaires d'en face en attendant que ceux-ci renversent eux aussi leur bourgeoisie.

L'exemple de la guerre 14-18 nous indique que la révolution ne se propage que par bonds séparés l'un de l'autre par un temps plus ou moins long. C'est en tenant compte de ce fait que j'indiquais qu'il était nécessaire que les ouvriers ayant renversé leur propre bourgeoisie défendent leur révolution contre le prolétaire d'en face en attendant que leur exemple fasse tâche d'huile.

Je suis d'accord avec vous quand vous écrivez : « il faut s'emparer des armes, apprendre le métier des armes, armer le prolétariat et les paysans pauvres et pour cela les dresser irréductiblement contre l'impérialisme et son état », mais je me sépare de vous quand vous ajoutez « à commencer par formuler le refus des crédits d'oppression, d'exploitation et de répression ». Je pense qu'il faut distinguer dans ces crédits ceux qui sont susceptibles de nous servir et ceux qui sont carrément contre nous.

Par exemple, il faut se dresser contre les crédits servant à la police bourgeoise (gardes mobiles, flics, etc.) Ici d'accord.

Mais nous devons soutenir le budget de guerre de la bourgeoisie car un armement puissant nous sera indispensable pour défendre nos conquêtes révolutionnaires.

Je pense m'expliquer avec assez de clarté. Je soutiens le budget de guerre de ma bourgeoisie, non pas pour la défendre, mais pour qu'une fois celle-ci renversée, les ouvriers puissent disposer d'un armement puissant, capable de résister pendant le temps nécessaire à la propagation de la révolution aux autres pays.

Le vote du budget de guerre n'exclut pas les méthodes de classe du prolétariat : comités, milices, armement du prolétariat, grèves, que le prolétariat doit employer dans la lutte contre ses exploités. Il n'exclut nullement la propagande dans l'armée, le défaitisme révolutionnaire. Il ne signifie pas que le prolétariat accepte la défense nationale en régime capitaliste, il signifie seulement qu'il entend pouvoir disposer de nombreuses armes modernes pour défendre ses conquêtes après avoir détruit la bourgeoisie et son état.

S'il existe des textes de Lénine traitant cette question, je vous demanderais de me les indiquer. Je m'excuse de vous déranger à nouveau sur ce sujet, mais je considère que le devoir d'un ouvrier révolutionnaire n'est pas d'avaler des mots d'ordre sans en comprendre le sens, mais de les étudier franchement. Je compte sur votre camaraderie pour m'aider dans cette tâche.

tant cette question, je vous demanderais de me les indiquer. Je m'excuse de vous déranger à nouveau sur ce sujet, mais je considère que le devoir d'un ouvrier révolutionnaire n'est pas d'avaler des mots d'ordre sans en comprendre le sens, mais de les étudier franchement. Je compte sur votre camaraderie pour m'aider dans cette tâche.

Salut fraternel d'un apprenti bolchevik.

A.

Réponse d'un camarade

Paris, le 21 avril 1938.

A la Rédaction de la «Lutte ouvrière» Paris.

Chers camarades,

Vous venez de publier dans les numéros 73 et 74 de votre journal votre réponse aux questions du camarade M.A., qui estime que le prolétariat français doit soutenir le budget de la guerre de l'impérialisme français. Je trouve votre réponse insuffisante et assez peu convaincante. Bien entendu, ce que vous avez écrit n'est pas faux, mais vous n'apportez qu'une argumentation purement théorique et omettez les principaux arguments beaucoup plus capables de démontrer la fausseté de l'opinion du camarade M.A.

Le camarade M.A. pense qu'il ne faut pas lutter contre les armements de la bourgeoisie capitaliste. Cependant, nous savons que l'armée impérialiste n'est pas seulement un instrument de lutte contre l'ennemi extérieur, mais qu'elle est aussi et surtout un instrument de lutte contre l'ennemi intérieur infiniment plus dangereux de la bourgeoisie, contre le prolétariat révolutionnaire. Une des principales tâches des armements capitalistes est de forger une arme puissante contre la révolution prolétarienne toujours menaçante. L'expérience de toutes les révolutions, surtout celle de la Révolution espagnole de 1936, nous montrent le rôle contre-révolutionnaire de l'armée bourgeoise, soutenue par les armements bourgeois, c'est donc aider notre ennemi de classe à préparer l'égorgeur futur de la révolution sociale.

Certes, en renversant notre bourgeoisie, nous lui enlèverons ses armes et en profiterons nous-mêmes contre la bourgeoisie étrangère. C'est là une loi immanente de toute guerre : le vainqueur s'empare des armes du vaincu. Ainsi, à la suite de la guerre mondiale, les puissances capitalistes victorieuses ont privé l'impérialisme allemand de ses armes. Mais faut-il soutenir les armements d'un adversaire par la seule raison qu'après l'avoir battu on lui enlèvera ses armes ? Ce serait donc absurde.

Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui possède l'armée et les armes, prête à s'en servir, le cas échéant, pour abattre la classe ouvrière. Il faut donc conquérir l'armée et les armes. Cette tâche se simplifie en temps de guerre, lorsque les prolétaires ont les armes à la main. Mais est-ce que la révolution ne peut éclater que pendant une guerre impérialiste ? Non pas. En temps de paix, la conquête de l'armée capitaliste est chose extrêmement difficile, parce qu'elle est entièrement formée et élevée dans un esprit contre-révolutionnaire de « défense de l'ordre » (bourgeois) ; le plus important souci de ses chefs est d'empêcher les idées révolutionnaires d'y pénétrer. De grandes parties de l'armée passeront quand même, pendant la révolution, de l'autre côté de la barricade pour y rejoindre leurs frères de classe. D'autres parties continueront à défendre l'ordre capitaliste. En tout cas, il faut d'abord regarder l'armée capitaliste et ses armes comme un grand actif du front anti-prolétarien. D'où la nécessité impérieuse de former des milices ouvrières.

La lutte contre le budget de guerre n'est pas, par conséquent, qu'une pure manifestation « symbolique » de défiance vis-à-vis de la bourgeoisie, mais elle est aussi un acte directement destiné à entraver la construction de l'appareil capitaliste de répression, dont l'armée impérialiste ne forme qu'une partie intégrante.

L'erreur fondamentale du camarade M.A. devient encore plus évidente, quand on considère le problème sous un aspect international. Ce camarade approuve le soutien du budget de guerre, parce que, la révolution faite, le prolétariat français devra se défendre contre les armées des pays encore capitalistes. Il suppose ainsi que la révolution éclate d'abord en France. C'est possible, mais ce n'est pas du tout certain. Ce n'est même pas fort probable. D'après l'opinion du camarade Trotsky, par exemple, l'Allemagne et le Japon sont, en cas de conflagration générale, les pays les plus proches de la révolution sociale. On peut en discuter, mais on ne peut, en aucun cas, mettre comme chose certaine et irréfutable, que la révolution mondiale commencera en France. Admettons que, pendant une guerre franco-allemande, la révolution éclate d'abord en Allemagne. En ce cas, le prolétariat allemand aurait à faire la guerre ré-

volutionnaire à la bourgeoisie française, qui continuerait certainement de lutter avec encore beaucoup plus d'acharnement, quel serait le résultat ? Les prolétaires français, en soutenant les armements de l'impérialisme français, auraient rendu plus ardue la tâche révolutionnaire du prolétariat frère allemand.

Si c'était vrai que les ouvriers français doivent soutenir les armements de leur bourgeoisie, de même il serait vrai aussi pour les prolétaires allemands : eux aussi devraient soutenir les armements du gouvernement hitlérien, pour posséder des armes quand il faudra défendre la révolution allemande contre l'intervention armée de la France capitaliste. Que ce soit faux, cela va de soi. Mais alors, ce serait au même degré faux pour le prolétariat français.

Les ouvriers allemands, il est vrai, n'ont pas la possibilité de se prononcer sur le « budget de guerre » du gouvernement hitlérien. Mais ça ne change évidemment rien au fond du problème. Que le principal ennemi potentiel de la France soit aujourd'hui un Etat fasciste c'est un pur hasard. Demain un changement quelconque de la constellation internationale pourrait rendre l'Angleterre « démocratique » ennemi acharné de la France. En ce cas, quel prolétariat devrait soutenir le budget de sa bourgeoisie, le prolétariat français ou le prolétariat anglais ? Tous les deux ? Je pense aucun d'eux. Et le camarade M.A., j'en suis sûr, ne le contestera pas.

Saluts fraternels.

Le point de vue de Lénine

Extrait de Lénine « contre le Courant » page 57, tome 55 :

« La guerre civile à laquelle la social-démocratie russe révolutionnaire convie dans l'époque actuelle est une lutte du prolétariat armé contre la bourgeoisie pour l'expropriation de la classe des capitalistes dans les pays du capitalisme avancé, pour la révolution démocratique (république démocratique, huit heures, confiscations des terres des propriétaires), pour la république dans les monarchies arriérées en général ; c'est ainsi que parle la résolution de Berne de notre Parti. Et nous indiquons très exactement par quoi il faut commencer si l'on veut travailler dans cette direction : Nous disons : « Comme premiers pas dans la voie de la transformation de l'actuelle guerre impérialiste en guerre civile il faut indiquer : 1° le refus absolu de voter les crédits de guerre et la sortie des ministères bourgeois ; 2° la rupture complète avec la politique de paix civile ; 3° la création d'une organisation illégale ; 4° l'aide donnée à la fraternisation des soldats ; 5° l'aide donnée à toutes les manifestations révolutionnaires des masses prolétariennes en général. »

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937)	18 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
Où va la France ?	7 50
Cours nouveau (1923)	3 »
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Vie de Lénine (T. I)	24 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	1. »

Wullens-Rosmer-Serge :

L'Affaire Reiss	5. »
Lénine, L'Etat et la Révolution	4 50
Lénine, K. Marx et sa doctrine Marx et Engels. Manifeste communiste	2 50
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20 »
A. Rosmer, Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36 »
A. Gide, Retour de l'U.R.S.S.	6 »
A. Gide, Retouches à mon Retour de l'U.R.S.S.	9 »
C. Naville, A. Gide et le Communisme	5 »
Victor-Serge, Destin d'une révolution	18 »
L. Sedov, Livre rouge sur le procès de Moscou	3 »
F. Adler, Encore un procès en sorcellerie	0 25
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ?	1 »
(par 10 exemplaires)	8 »
F. des Techniciens, Memento du délégué	2 »

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail,

La nouvelle Convention Nationale

CE QU'EST
LA CONVENTION NATIONALE
DES TRAVAILLEURS
DE L'AVIATION
signée le 14 avril 1938

Dans le numéro de La Vie Ouvrière du 27 avril, un nommé Moliner, de la Fédération des Métaux (encore un secrétaire sans doute) ne tarisait pas d'éloges envers ses maîtres qui ont obtenu la signature d'une aussi bonne convention nationale. Voyons un peu ce que valent les 55 articles constituant les dispositions générales.

La convention est applicable à partir du 14 avril, les salaires sont les mêmes que ceux qui étaient pratiqués rajustés par les deux sentences Jacomet des 12 et 14 avril : 0,75 de l'heure pour les ouvriers, 165 francs par mois pour les collaborateurs. C'est ainsi que pour ces derniers, ils varient de 1500 francs pour les dactylos à 3400 francs pour les chefs de section de dessin ou des services techniques, les salaires des chefs de service ne sont pas encore fixés. Il y a donc là un résultat bien que le pouvoir d'achat de juin 36 ne soit pas retrouvé à 15 pour cent près. Les patrons ne s'en sont pas tellement souciés, leur client, l'Etat, révisant les marchés en conséquence. Pour la province, les abattements sont de 13 pour cent pour Marseille, Berre, Cannes, Nantes et Saint-Nazaire (12 p. cent) et le Havre (15 p. cent).

Sur les dispositions générales, il n'est pas de même. Tout d'abord constatons que la convention comprend tous les salariés et est signée entre une organisation patronale, l'Union des Industries Aéronautiques et la Fédération des Métaux. Nous reviendrons ultérieurement sur l'intégration des techniciens dans la Fédération d'Industrie et la structure que cela impose s'ils veulent avoir la possibilité de s'exprimer.

a) L'article 2 de la convention lie les possibilités de révision à la loi d'arbitrage du 4 mars 1938, c'est-à-dire exclut la grève et l'échelle mobile, puisque cette loi prévoit les rajustements de salaires.

b) Droit syndical : rien de nouveau sur la loi du 24 juin 1936. Les patrons continueront donc à développer leurs syndicats professionnels.

c) Avantages acquis : ils sont limités à aux avantages individuels acquis (art. 4). C'est dire que les avantages acquis par l'ensemble des salariés d'une usine en ce qui concerne le contrôle de l'embauchage et du licenciement ou l'exercice du droit syndical sont abolis.

d) Les délégués : ils pourront passer au maximum 30 pour cent du temps de travail à l'exercice de leurs fonctions, soit environ 50 heures par mois.

Les élections se feront au scrutin de liste et il y aura 3 collèges électoraux : un pour les ouvriers, pour les chefs de service et un pour les autres collaborateurs. Le nombre des délégués est resté le même, c'est ainsi qu'il y en aura 3 pour un effectif de 251 à 1000 ouvriers et 1 en plus par 500.

Les délégués ne sont pas révocables par leurs électeurs.

Dans la Métallurgie

Que signifie la nouvelle convention collective ?

La sentence Giraud qui a mis fin aux grèves de la métallurgie parisienne fut rendu le 20 avril. Elle donnait raison aux patrons et n'accordait aucun rajustement. Cependant sous la forme de « recommandations » jointes à la sentence, M. Giraud indique qu'il serait utile de faire 45 heures dans les usines travaillant pour la défense nationale, auquel cas les patrons seraient bien inspirés en appliquant les dispositions de la sentence Jacomet rendue pour l'aviation (0,75 d'augmentation de l'heure). Ces mêmes « recommandations » se prononcent pour la révision rapide de la convention collective au cours de laquelle les salaires pourront être augmentés compte tenu de l'accroissement de l'indice du coût de la vie. Doury, secrétaire du syndicat des Métaux, trouve que cette sentence n'est pas si mauvaise et il pensait qu'à la faveur des recommandations il serait possible d'obtenir 0,30 à 0,40 d'augmentation des salaires horaires.

La nouvelle convention devait être signée avant le Premier Mai. Les pourparlers ont commencé dès le 21 avril et il est bien difficile de savoir ce qui s'est passé même à travers les nombreux communiqués du Ministère du Travail et du Syndicat des Métaux.

Les patrons, eux, restent muets. « L'Usine » laisse passer l'oreille et semble croire à une victoire patronale décisive.

Que sont devenus l'échelle mobile, le contrôle de l'embauchage et du licenciement, la garantie du droit syndical ? Si l'on s'en réfère à la méthode qui a présidé aux discussions, on pou-

e) Durée du travail : l'article 20 indique que « les parties se réfèrent aux lois et aux décrets en vigueur ». Il n'est pas parlé des 40 heures et des « accords spéciaux pourront intervenir dans chaque établissement compte tenu des nécessités de la production et des circonstances pouvant être propres à chaque entreprise » (art. 21).

Les heures supplémentaires seront majorées de 33 p. cent pour les deux premières heures en plus de la durée du travail dépassant les 45 heures prévues par la sentence Jacomet (art. 24).

Les chefs de service sont exclus de ces articles, le patron les fera travailler le temps qu'il lui plaira.

f) Embauchage et licenciement. — La convention n'apporte rien si ce n'est qu'elle entretient l'application d'une disposition prévue au statut du travail suivant laquelle un patron peut constituer un bureau paritaire restreint « contrôlé par lui » sur la base de l'usine. Il en usera pour tenter par un moyen détourné, d'embaucher ses créatures.

g) Salaires. — « Les ouvriers peuvent être rémunérés aux pièces, à l'heure, à la chaîne et au rendement » (art. 28).

Une clause prévoit la possibilité pour le patron de déclasser un travailleur, si le rendement n'est pas normal, et « en accord avec les délégués » a-t-on ajouté.

h) Conciliation, arbitrage. — Application de la loi du 4 mars. Pas de préavis comme dans les autres conventions permettant aux syndicats de reprendre leur liberté d'action.

Une commission de conciliation est instituée avant la désignation des arbitres, elle comprendra 6 membres, 3 de chaque côté.

« Aucun représentant des maisons intéressées dans une affaire évoquée à une séance ne pourra faire partie de la commission à la dite séance » (art. 51). On dit plus loin la commission « statuera à huis clos ».

Après cet aperçu rapide de la Convention Nationale, on comprend pourquoi la Fédération des Métaux a mené les pourparlers avec les patrons et le ministère de l'Air en dehors de tout contrôle des intéressés et après avoir éliminé, d'accord avec ceux-ci, la Fédération des Techniciens.

Dans un secteur industriel arbitré, avec une base qui s'est montrée la plus combative du prolétariat, il devait être possible d'obtenir des avantages nouveaux. Mais un Croizat, député, ne peut pas voter les crédits de guerre, les lois d'arbitrage, la confiance au gouvernement Daladier qui représente l'Etat patron principal des usines nationalisées et presque unique client, et diriger la lutte contre lui.

Maintenant, les ouvriers sont liés aux patrons par une convention qui leur interdit tout mouvement, qui ne leur permet même pas de contrôler ce que leurs dirigeants feront. Ceux-ci statueront en effet à huis clos et hors de leur présence en cas de différend avec le patron, ces mêmes dirigeants sont en même temps membres des conseils d'administrations des usines nationalisées, de sorte que la commis-

saion de conciliation sera, dans tous les cas importants, composée de 6 membres de conseil d'administration. En l'absence de démocratie, les ouvriers de l'aviation ne pourront acquiescer d'avantages nouveaux (retour aux 40 heures, échelle mobile, contrôle de l'embauchage et du licenciement) qu'en se libérant d'une direction de trahison. Ils sauront mettre à profit le scrutin de liste pour les élections de délégués en exigeant le vote sur un programme révolutionnaire, leurs délégués seront ainsi les vrais défenseurs de leurs intérêts et une direction révolutionnaire se formera. Dans cette lutte, le P.O.I., qui avait prévu les renoncements successifs de la Fédération des Métaux est aux côtés des ouvriers révolutionnaires.

Les patrons, eux, restent muets. « L'Usine » laisse passer l'oreille et semble croire à une victoire patronale décisive.

Les métallos du cercle syndicaliste "Lutte de Classe" se sont réunis Vendredi 29 Avril

Ce sont surtout les responsables des Cercles d'entreprise qui ont répondu à la convocation. Cette assistance assez réduite devait permettre une large discussion, regrettons qu'elle fut seulement amorcée et qu'aucune conclusion n'ait pu être apportée.

Galopin fait un long exposé du déroulement de la grève et donne aux camarades une série d'arguments sérieux sur les raisons du déclenchement du mouvement chez Citroën le 24 mars et de l'attitude de la direction du syndicat et de la Fédération des Métaux. Galopin conclut en indiquant ce qu'il faut faire dans les entreprises : s'expliquer largement et faire le bilan de la grève, insister sur le non respect de la démocratie et des statuts des syndicats, exiger de nouvelles élections des commissions exécutives des sections syndicales, et lutter pour obtenir la tenue d'un Congrès extraordinaire du syndicat qui aura la charge de nommer une direction capable de mener les ouvriers à la victoire pour le maintien des avantages acquis et leur élargissement.

Quelques camarades interviennent ensuite, la plupart insistent sur la nécessité pour le Cercle de se départir de son rôle expectatif. Pour rallier les ouvriers dégoûtés d'une politique de collaboration de classe, il faut qu'une direction des luttes apparaisse, c'est là le rôle que doit jouer le cercle. Un camarade de la Lorraine (usine de moteurs nationalisée), licencié par l'Etat patron pour son action contre les 45 heures, présente une résolution adoptée par des camarades du cercle de chez Laffly, Rosengart, Citroën, Lorraine. Cette résolution fait un bref exposé de la situation créée par les reculs successifs de la C.G.T. et conclut à la nécessité pour le cercle de participer activement au regroupement des révolutionnaires.

L'absence complète de démocratie dans le syndicat des Métaux de la R.P. se traduit principalement par le nombre de plus en plus réduit des assemblées générales d'entreprise et une préparation telle de celle-ci qu'il devient impossible de s'y faire entendre. Les ouvriers révolutionnaires cherchent une issue. La direction du cercle craint que les staliniens cherchent à exclure du syndicat les camarades du cercle qui interviendraient soit par la parole, soit par tracts au nom du cercle. La réunion se termine sans que la résolution citée plus haut soit prise aux voix et par la promesse que la discussion amorcée serait poursuivie entre les partisans d'un rôle plus direct du cercle syndicaliste lutte de classe et la direction qui veut s'en tenir à un rôle d'éducation.

Le problème ainsi posé doit retenir l'attention des militants, une opposition syndicale est née et se développe. Elle sera brisée par la réaction stalinienne si elle ne se montre pas capable de lui barrer le chemin. Dans l'offensive contre l'ennemi de classe et ses alliés capitulards de la C.G.T. il faut bien entendre se mêler des provocations. Seule une direction révolutionnaire peut les déjouer. Sur ce point, certains dirigeants du cercle ont l'explication facile à leur attitude, invoquant pour freiner la marche en avant le danger des provocations des staliniens et réformistes.

ON NOUS COMMUNIQUE :
Le Club Populaire du Cinéma organise le VENDREDI 13 MAI SALLE POISSONNIÈRE, 7, Faubourg Poissonnière Une grande séance de CINÉMA
AU PROGRAMME :
"Chapeau de Paille d'Italie"
Tépidande satire de RENÉ CLAIR
et à la demande générale : **Le chef d'œuvre de PABST L'OPÉRA DE QUAT'SOUS**

A bas les 45 heures !

Chez Gnôme et Rhône

L'application des 45 heures commence dans l'aviation de la Région Parisienne, parmi les techniciens de chez Lioré (S.N.C.A.-S.E.), chez Gnôme et Rhône, etc.

Dans cette dernière maison le personnel est extrêmement divisé, alors que des ateliers font 35 heures, d'autres font 45 heures, si bien que les payes sont différentes de 125 francs par semaine d'un atelier à l'autre. Le Directeur Weiller veut aller plus loin, il divise son personnel pour l'avoir mieux en main. Il se permet de lui faire supporter toutes sortes de brimades : déplacements de pendules, défense de parler pendant le travail, de collecter les cotisations syndicales, de vendre les journaux. Il y ajoute une rationalisation du travail telle que les 8 heures deviennent 8 heures de travail sans arrêt. Si avec ça, les patrons des usines de moteurs d'avions, qui ont constitué une chambre syndicale à part, arrivent à ne pas appliquer la convention de l'aviation, trois conventions régissent les travailleurs des deux usines Gnôme et Rhône (Kellermann et Genevilliers) : celle de l'aviation pour une partie (celle qui fabrique des accessoires), celle de la métallurgie pour la partie moto et éventuellement celle des moteurs d'avion pour la plus grande partie.

La réaction stalinienne travaille bien pour la division du mouvement. Heureusement nos camarades comprennent de plus en plus que la victoire n'est possible que par la formation d'une direction révolutionnaire et dans l'usine ils chasseront des responsables les chefs allégués conciliateurs.

A la "Lorraine"

A la dernière réunion syndicale les responsables syndicaux staliniens ont déclaré aux ouvriers que des ateliers allaient commencer les 45 heures en vue de la défense nationale qui est en danger, et que Jacomet l'a compris dans sa sentence. Ils n'ont même pas demandé aux ouvriers de se prononcer par un vote.

Déjà l'atelier de chaudronnerie a commencé à faire des heures supplémentaires sans récupérations.

Il est évident que cette méthode se répètera dans d'autres ateliers ou sections.

A quoi bon s'en priver ! La direction à l'appui des staliniens : elle renvoie avec ceux-ci ceux qui rouspètent contre les 45 heures et l'union sacrée. Mais attention ! les ouvriers révolutionnaires de la « Lorraine » n'ont pas dit leurs derniers mots révolutionnaires.

La cellule du P.O.I. de la « Lorraine ».

La répression Stalino-Patronale à la "Lorraine"

(Suite de la page 1)

Le camarade qui n'a pas eu droit au préavis a été licencié pour avoir pris la parole à l'usine Lioré Olivier à Argenteuil contre les 45 heures en défendant des mots d'ordre révolutionnaires. C'est le Directeur de l'usine lui-même qui lui a signifié par devant témoin.

Sous Daladier-la-Guerre, un directeur d'usine nationalisée à 100 pour 100 se sent une âme de dictateur, sachant fort bien que son patron Guy la Chambre ne pourra que le féliciter.

Il faut éviter à tout prix en effet que des éléments révolutionnaires travaillent dans les usines de défense nationale. Et non seulement Guy la Chambre sera content, mais aussi les chefs staliniens sûrs soutiens de la bourgeoisie qui ne peuvent que l'aider effacement dans sa préparation à la guerre.

Le « Progrès Social », organe du P.C. de l'usine, est sorti, imprimé cette fois, non pas pour tirer les leçons de cette grève et apporter des conclusions en vue de la préparation des luttes futures, mais tout simplement pour continuer à calomnier les militants qui ne pensent pas suivant les directives émises par le « Fils du Peuple de l'Usine » qui a été pendant plusieurs années à l'école de Moscou.

On appelle dans ce « Journal d'Usine » (?) les ouvriers et les employés à méditer la « victoire d'une très grande importance que vient de remporter les métallurgistes ».

Une victoire : les 45 heures ? En réalité c'est pour avoir lutté pour l'organisation sérieuse du mouvement par les Congrès de Comités, pour la vraie démocratie ouvrière, pour la préparation d'une véritable victoire par le rejet des 45 heures, le respect des 40 heures, l'échelle mobile, le contrôle sur l'embauche, que les 4 camarades ont été chassés par la di-

AVANT LE CONGRÈS DE VICHY

LA SEMAINE PROCHAINE A VICHY SE TIENNENT LES ASSISES DES CONGRÈS SYNDICAUX DES P. T. T.

Dimanche 8 mai, s'ouvrira à Vichy, la première séance du Congrès de la Fédération Nationale des Travailleurs des P.T.T. constituée par trois Syndicats Nationaux, dont les congrès respectifs suivent immédiatement le Congrès fédéral.

Ces assises des postiers syndiqués de toutes catégories vont se dérouler autour de l'activité de leurs organisations syndicales depuis deux ans.

Ce Congrès fédéral sera aussi animé par la discussion des problèmes corporatifs et, en premier lieu, d'une fameuse « réforme administrative » qui, dans le régime actuel, oppose les unes aux autres, différentes catégories

de travailleurs des P.T.T. Cette discussion se répercutera essentiellement dans les Congrès du Syndicat National des Agents et du Syndicat Général des Employés.

Dans l'état actuel de la discussion, il semble peu probable qu'un accord sérieux puisse intervenir entre les intérêts secondaires, qu'on veut opposer, des catégories.

En définitive, il est indéniable que tous ces problèmes corporatifs sont dominés par l'orientation générale de la politique syndicale de la Fédération postale.

Sur ce problème, il n'est pas sans intérêt de reproduire dans notre Lutte Ouvrière, la position exprimée par les syndiqués révolutionnaires du syndicat national des Agents. Il s'agit de la déclaration de candidatures à la Commission Exécutive de ce syndicat que nous extrayons de son organe hebdomadaire « P.T.T. ».

Les candidatures révolutionnaires à la commission exécutive

LISTE N° 2 COMMISSION EXECUTIVE

Fersing Marcelle, dame-employée à Paris-Inter, matricule 104.473.

Lissot, commis Ligne du Nord, matricule 135.040.

Jouglia, commis Ligne du Nord, matricule 133.183.

Follet, commis Paris-R. P., matricule 130.706.

Enaudeau, commis Ligne du Nord, matricule 133.842.

Chenna, commis Paris-B., détaché à la direction du personnel, matricule 131.111.

Bardin, commis Paris-11, détaché à la direction du personnel, matricule 123.939.

DECLARATION

Malgré juin 1936, où la révolution socialiste en France, mûre dans les faits, cherchait sa voie, les directions syndicales de la Fédération des fonctionnaires et de notre Fédération postale, ont continué, très à leur aise, à avoir les yeux fixés avant tout sur le déroulement parlementaire des événements.

Leur attitude explique pourquoi au Congrès d'unité de notre Fédération, en décembre 1935, l'intervention d'un camarade, indiquant que la revendication essentielle de la période à venir était l'échelle mobile des traitements appliqués sur la base d'indices du coût de la vie établis par nos organisations syndicales, était qualifiée de « comédie de l'échelle mobile » par un des dirigeants actuels de la Fédération, néo-social-patriote. Cependant, ses collègues du bureau fédéral étaient satisfaits des « résultats » de leur passivité traditionnelle, conséquence d'une collaboration administrative à laquelle toute la vie syndicale est subordonnée.

Par voie de conséquence normale, la semaine de 40 heures appliquée sur cinq jours de travail par semaine et le rajustement des traitements à l'ascension ininterrompue du coût de la vie, provoquée par la spéculation et le régime lui-même, n'ont pas reçu les solutions qu'attendaient les postiers et qu'ils doivent se décider à imposer par leur action directe.

Dans cette situation le bureau de notre Syndicat, dont l'orientation syndicale n'est pas essentiellement divergente de celle de la Fédération a poursuivi le « grignotage » de quelques revendications partielles obtenues par le résultat d'une activité exclusivement collaborationniste particulièrement habile, mais non dépourvue de dangers réels par les illusions désastreuses qu'elle suscite quant à ses possibilités effectives d'avenir en liaison avec les intérêts fondamentaux du mouvement syndical.

Notons que ces candidatures ont recueilli au Central Télégraphique de Paris, une moyenne de 120 voix sur 466 votants ; au Central Téléphonique Interrurbain de Paris, une moyenne à peu de chose près identique ; à l'Assemblée générale de la section des bureaux mixtes de Paris, 24 voix sur une centaine de présents ; à la Recette Principale de Paris, 8 voix sur une quarantaine de présents à l'Assemblée générale de la section ; à l'Administration Centrale, rue de Grenelle, une moyenne de 50 voix sur 141 bul-

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

Le Syndicat des techniciens a entrepris une action publique par tract pour dénoncer l'acte de répression patronale et staliniste contre les 4 camarades. La protestation s'étend. L'opposition syndicale, les groupements révolutionnaires indépendants, les amicales socialistes, tous les ouvriers honnêtes, lutteront avec nous pour imposer la réintégration des camarades pour briser la répression stalino-bourgeoise !

A la frontière catalane

Des miliciens soviétiques nous disent...

A la frontière espagnole des Pyrénées-Orientales, venant par l'Andorre, on trouve quoique en moins grand nombre que du côté de Luchon, des réfugiés, ou des miliciens rejoints par l'avance de l'ennemi. Ils sont recueillis par la Garde mobile, et emmenés à Perpignan, où la Sûreté Générale les cuisine.

A ce propos notons que Perpignan, autrefois centre rouge, avec le P. O. U. M. et la F. A. L. est actuellement couvert de réseaux d'espionnage fasciste. MM. les Staliniens et les socialistes-réformistes qui sont dans la Municipalité, ont ainsi manœuvré au profit de Franco et contre l'Espagne ouvrière, à la suite de leur campagne de calomnies contre le P.O.U.M. et les anars.

Nous avons rencontré trois miliciens soviétiques qui étaient dirigés sur Perpignan. Tant bien que mal, nous avons pu leur arracher (car ils ne connaissent un peu l'espagnol) quel que mots.

Ils étaient en Espagne depuis plusieurs mois, comme techniciens des armes automatiques (mitrailleuses). Ils déclarent que depuis quelque temps la situation était intenable à cause de la répression. Quoique élève la voix est qualifié de « trotskyste », emprisonné ou fusillé. Il y a nous dit l'un d'eux, des milliers et des milliers de « trotskystes » à Barcelone.

Nous parlons à ce dernier (qui paraît le plus averti) de Trotsky et des « trotskystes ». Il semble éprouver à la fois de la satisfaction et de la peur. Il se manifeste à ses camarades qui nous regardent aussi avec un mélange de sympathie et aussi de crainte.

Nous expliquons à ce camarade que les « trotskystes » sont les « vrais communistes ». Cette expression « vrais communistes » (los « verdaderos comunistas ») lui plaît. Il le répète plusieurs fois. Il approuve. Puis il dit que lui est contre Franco. Mais, ajoute-t-il à peu près, « ce en qui concerne l'U.R.S.S. et Staline, maintenant, ils sont ni pour l'un ni pour l'autre ». Il fait un signe de la main évoquant la politique du balancier et il rit. Concernant l'aide soviétique, ce milicien est dans le même temps très fier de la qualité des tanks de Moscou avec drapeau rouge et des « jeunes filles » qui les conduisent.

Nous leur demandons : Voulez-vous revenir en U.R.S.S. ?

Leur dénégation est tout à fait énergique. Ils nous font comprendre qu'ils sont bien contre Franco, mais n'ont pas envie d'aller en prison.

LA RÉPRESSION CONTRE - RÉVOLUTIONNAIRE

A la brigade franco-belge l'attitude de Marty et Dumont

Nous avons également rencontré, un milicien bulgare et trois Français tous membres du « Parti communiste français ». Ces camarades tout en affirmant qu'ils avaient lutté depuis un an, en première ligne, avouaient ne plus pouvoir tenir, à cause de la répression. Ils se défendent d'être « trotskystes » (ils croient, comme on leur a raconté que les « trotskystes » sont des espèces de monstres), mais ils accusent Marty et le colonel Dumont d'être de véritables massacrés !

Marty entre dans les salles d'hôpital revolver au poing !

Il a organisé, disent-ils de véritables camps de concentration !

Dumont fait l'instruction des jeunes recrues avec une grenade chargée à la main ! Il menace de la lancer au moindre acte de rébellion « trotskyste ». Il est normal que les massacrés de la révolution adoptent des mœurs militaires de base empire !

Ce qui domine chez ces miliciens qui ont donné leur vie, c'est un sentiment de découragement et de désespoir. Ils ne comprennent pas ! Ils ne comprennent plus ! Le spectre du « trotskysme » rôde autour d'eux ! A peine ont-ils bougé, ont-ils manifesté spontanément qu'ils étaient restés des ouvriers, on les a terrorisés avec ce spectre. Ils ont l'impression d'avoir vécu dans une atmosphère de folie et de crime.

Les vrais responsables, sont les bourreaux staliniens qui ont ainsi créé par leurs persécutions le moral de la défaite.

La tâche des marxistes révolutionnaires (des soi-disant « trotskystes ») est de reformer le moral révolutionnaire, d'expliquer patiemment le pourquoi de la situation et de montrer la voie du redressement : la IV^e Internationale et le programme de Marx-Lénine !

EN ESPAGNE

Comment le gouvernement

Négrin prépare la défaite

(Suite de la 1^{re} page)

Les bavardages sur la réforme agraire et la « législation sociale avancée » ne valent pas mieux que ceux des Azana, Alcalá Zamora, Prieto et Cie. C'est une poudre aux yeux pour les ouvriers. En attendant la « législation sociale avancée », M. Négrin dissout les collectives ouvrières.

Il faut souligner que la déclaration ne contient pas un mot sur la volonté de battre militairement Franco et les rebelles. On peut donc en conclure qu'il s'agit plutôt d'un programme adressé à l'Angleterre et à la France, en vue de faciliter un « armistice », en profitant du répit actuel accordé grâce aux armes russes. On peut rapprocher de cette déclaration le voyage de Prieto, qui est arrivé à Paris le Premier Mai.

Les massacres de révolutionnaires continuent

Dans sa déclaration, M. Négrin promet une large amnistie aux fascistes,

Rejoignez la phalange de la "LUTTE"

Souscrivez! Souscrivez!

ADMINISTRATION DE LA LUTTE PHALANGES

Amis Marocains	80.
Gallet (17)	50.
A. B. (Loire-Inférieure)	100.
L. L. (Mauriac)	10.
De Saumur	60.
X.	2.
James	10.
Chandler	80.
Robert	28.
La Lorraine	100.
Follet	200.
A. K (15)	50.
Un arriégé de Paris	10.
Maurice S (Grenoble)	8.
Un de l'Yonne	10.
Hic	30.
Ida	100.
Lemaux	20.
Georges	10.

car « celui qui n'étoufferait pas toute idée de vengeance et de représailles commettrait un délit de trahison ». En même temps, il redouble de répression contre les révolutionnaires.

Sous la direction de Jésus Hernandez et de Del Vayé, la Guépéou et les bourgeois espagnols profitent des conditions de la guerre pour assassiner par dizaines les soldats et ouvriers du P.O.U.M., des anarchistes révolutionnaires, des socialistes de gauche, des bolcheviks-léninistes.

Indépendant News (édité par le P.O.U.M.) a apporté ces dernières semaines une série de faits incontestables. « Où vous trouvez un trotskyste : supprimez-le », écrit en manchette Mondo Obrero et Frente Rojo. A Lérida, le gouvernement militaire publia un ordre du jour : « Soldats, tirez contre celui qui défend le P.O.U.M. ».

Les militants du P.O.U.M., Juan Heras, Jaime Trepas, Meca, soldats héroïques, ont été fusillés, mais officiellement portés « disparus », car les bandits ne se vantent pas de leurs crimes.

Les tribunaux spéciaux fusillent, sans même fournir l'identité des suppliciés. Avant d'abandonner Lérida à Franco, les staliniens ont laissé la prison pleine de prisonniers enfermés.

Cependant, Joaquín Vila, commissaire de Catalogne à Lérida, commissaire de la division 29, a fui à Paris, en volant 12 millions de pesetas. Les staliniens ont été obligés de l'exclure.

Montagut, aussi un homme des staliniens, commissaire de l'ordre public à Lérida, passa la frontière avant l'arrivée de Franco avec 2 policiers de ses amis. Montagut est à Paris avec 200 mille pesetas volées au Commissariat.

Culebra, rédacteur du journal du PSUC de Lérida, a été arrêté à la frontière avec 60.000 pesetas et des objets de valeur. La presse du PSUC a dû l'exclure.

Voilà les canailles qui ont mané le revolver contre l'avant-garde révolutionnaire au nom de « l'anti-trotskysme ».

Répétons que la cause socialiste en Espagne ne peut être sauvée que par l'effort du prolétariat international pour dénoncer la politique de trahison de Négrin et Cie, instrument de Paris, de Londres et de Moscou, pour exiger la démocratie dans la lutte militaire contre Franco, pour la libération de tous les prisonniers anti-fascistes en l'Espagne républicaine, pour un programme de libération sociale.

Aux militants de la Gauche Révolutionnaire

LA TEMPORISATION C'EST LA MORT POLITIQUE

(suite de la 1^{re} page)

Les craintes émises dans nos précédents numéros se justifient amplement. La direction de la G.R. oscille entre deux voies, alors que Paul Faure agit sans crainte dans un sens bien déterminé.

Depuis 15 jours, la Fédération n'a rien fait pour élargir et préciser son opposition politique. Elle veut démontrer à tout prix que c'est Paul Faure qui « brise la discipline » et ne « respecte pas les statuts ».

Cette façon de poser la question enraye la volonté de lutte des camarades, oblige les militants à piétiner, et fait gagner à Paul Faure les quatre semaines qui le départent du Congrès de Royan.

P. Faure continue à prendre l'offensive : passé le 14 mai, tous ceux qui n'auront pas signé « l'engagement de fidélité » (digne des pratiques policières de Vichinsky-Staline, par parenthèses) seront considérés définitivement exclus.

Cette simple manœuvre fait hésiter les camarades : ils vont signer, puisqu'on leur laisse espérer une victoire, ou un « compromis » à Royan. D'autres, qui veulent fermement entrer dans la voie d'un nouveau parti, s'y refusent.

On voit à la C.A.P. deux leaders de la G.R. observer des attitudes différentes. Hérard demande qu'on remplace Pivert, Modiano demande qu'on ne le remplace pas.

Enfin, une série de camarades de la G.R. laissent entendre qu'il faut espérer « la médiation de Blum ». C'est là le pire mirage ! Les amis de Blum spéculent sur l'animosité connue de Blum envers Paul Faure et son équipier, travaillent à amener la Fédération « dissidente » vers la prudence, la capitulation, en laissant espérer l'intervention de Blum à Royan. Et certains oublient ainsi que Blum fut le chef, l'exécuteur de toute la politique du Front Populaire depuis deux ans, y compris l'Union nationale.

« Juin 36 », organe de la Fédération,

a publié une série de lettres et résolutions de Paris et de Province. Mais il n'a pas cru devoir faire allusion à nos propositions et à notre lettre ouverte.

Cependant, nombreux sont les camarades qui en discutent, et les lettres que nous avons reçues à ce sujet. La plupart, tout en faisant des réserves sur certaines appréciations politiques, se prononcent pour un contact avec le P.O.I. et la discussion des principes du nouveau parti.

Dans la région parisienne, toute une série de camarades des sections du 17^e, 20^e, Créteil, 18^e, Maisons-Alfort, Montrouge, etc., se prononcent pour l'action et la discussion fraternelle avec le P.O.I.

Il en est de même dans une série de sections de l'Ouest, du Nord, au Maroc, etc. Nous ne pouvons que nous féliciter de ce courant.

La semaine dernière, le P.O.I. fut convoqué à une réunion de coordination où se trouvaient les représentants de la G.R. (Pivert, Modiano) de Nourvel Age, de la F.A.F., etc. Au cours de la discussion, Pivert manifesta qu'il ne pouvait y avoir un grand écartement de la G.R. au travail commun avec le P.O.I., étant donné la critique acerbe de notre part.

Mais Naville lui expliqua que depuis deux ans, la politique du Front Populaire est l'enjeu de la lutte. On ne pouvait pas ne pas appliquer à la fraction qui couvrait Blum les critiques les plus sévères, et d'ailleurs les plus loyales.

Aujourd'hui, une nouvelle période nouvelle s'ouvre. Le plus entier droit de critique reste à nous comme à la G.R. Mais si celle-ci ne veut pas périr, il faut que ses militants comprennent qu'un redressement est nécessaire : opposer implacablement le programme de la révolution prolétarienne à la capitulation du Front Populaire.

Notre Lettre ouverte à la Fédération de la Seine a été tirée en tract.

Groupes et sympathisants doivent hâter les commandes et la diffusion.

EN AFRIQUE DU NORD

Debout contre la Répression !

La politique d'odieuse répression continue à faire ses ravages en Afrique du Nord. Messali et ses camarades ont été transférés au pénitencier de Maison Carrée où ils sont soumis au régime des forçats. De nouvelles arrestations portent à trente-trois le nombre des camarades du Parti du Peuple Algérien qui sont poursuivis.

Nous apprenons que des arrestations et des poursuites seraient à nouveau engagées à Fès, sans précision encore. La politique de sanglante répression de l'impérialisme français trouvera en Tunisie et en Algérie d'admirables soutiens dans la personne des bureaucrates socialistes et staliniens. De la façon la plus châtée par la campagne de presse, par l'activité ces chefs définitivement passés à la trahison, pourchassent non seulement les ouvriers révolutionnaires mais tous ceux qui réclament les libertés démocratiques les plus élémentaires, le pain nécessaire pour continuer à vivre.

Cela au nom de la Défense nationale. Dans toute l'Afrique du Nord un regroupement des forces révolutionnaires s'opère. Travail de front unique entre les forces ouvrières et paysannes, exposé clair des motifs de la politique impérialiste, de la trahison des staliniens et des sociaux démocrates, élaboration démocratique d'une plateforme de revendications immédiates, création des noyaux d'un parti révolutionnaire, il n'y a pas d'autre voie de salut pour les paysans et ouvriers d'Afrique du Nord.

Faussaires

(Suite)

Un fait (pris entre cent) juge une des méthodes de l'aventurier Molinier qui consiste (opur couvrir son indigence constatée par les organismes responsables de la 4^e devant lesquels il a comparu) à calomnier et à faire calomnier à tort et à travers les militants de la 4^e Internationale.

Ainsi à la réunion dont nous rendions compte dans notre dernier numéro, Molinier a (tout en préparant par avance à cette « révélation ») demandé au nommé Fosco de venir affirmer (sans preuves évidemment, mais pour tenter de jeter le trouble) que le camarade Munis était « un agent du Guépéou » (sic).

Or, à ce même moment, ainsi que nous l'apprenons nos informations, par ailleurs, ce camarade était inculpé comme l'accusé n° 1, dans le procès monté par Staline-Négrin, contre la 4^e Internationale, en Espagne. Le procédé juge définitivement les auteurs !

Conférence d'Education Marxiste

Cercle « MARX-LENINE »
140, rue Marcadet, 18^e

Mardi 17 mai, à 21 heures :

« L'UNITE SOCIALISTE EN FRANCE »

par F. Gérard.

Invitation à tous les travailleurs

A bas le statut des étrangers

(Suite de la page 1)

Dans la personne de ceux-là, c'est la classe ouvrière de ce pays que la bourgeoisie du « Front populaire qui continue » vont mater un peu plus durement.

Les directions des grands partis prolétariens et des syndicats laissent passer ou protestent platement pour la forme. Ils se moquent du sort des ouvriers immigrés ou ils espèrent avec stupidité que « les leurs » passeront au travers. Que ce soit canaillerie ou stupidité, ils se font les complices du plus grand crime commis contre le prolétariat.

La classe ouvrière n'abandonnera pas ses frères immigrés. Les travailleurs soutiendront énergiquement la lutte que le Secours international Solidarité et Liberté se doit d'entreprendre contre l'infâme décret-loi.

La défense des travailleurs étrangers, c'est la cause de tous les travailleurs.

Le Gérant : AIACHE

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris

IL FAUT LIRE

L'assassinat d'Ignace Reiss

Prix pour nos lecteurs : 5 fr.

(7 frs et 20 p. cent de réduction)

Commandes au C. C. P. - 1333-80 Paris

Nous avons déjà signalé l'importance du dossier de l'affaire Reiss que vient de publier notre camarade Rosmer, Victor Serge et M. Wullens. (Ed. P. Tisné, 1 vol. 7 fr. — pour nos lecteurs 5 francs). C'est un réquisitoire accablant contre le plan d'assassinat monté par Staline contre les internationalistes. Il faut le répandre largement.

On y trouve tous les faits sur l'assassinat de Reiss, sur les raisons du crime, ainsi que les notes du carnet de Reiss avec des commentaires, enfin la lettre de Reiss qui conclut : « En avant donc pour de nouveaux combats ! Pour la IV^e Internationale ! » (Notons à ce propos que Victor-Serge n'entend « ni critiquer ni défendre » les formules politiques de Reiss (p. 36). Tous les détails des faits révélés par l'enquête sont rapportés, l'identité des tueurs, de l'appareil de la Guépéou, etc. Des coupures de presse complètent le matériel de faits, qui est impressionnant.

Dans une conclusion, Rosmer relie cet assassinat au Procès de Moscou, et retrace les travaux de la Commission Internationale de New-York. Il cite les paroles du Docteur Dewey qui stigmatise « l'usage systématique par les P. C. à travers le monde du perfide amalgame trotskiste, terroriste, fasciste » comme un moyen de détruire une opposition simplement politique, cette « tactique strictement amoralisée qui ne se distingue en rien de la tactique du fascisme ». La brochure est complétée par une note sur le Comité d'Enquête sur les procès de Moscou et son activité.

Le procès Reiss doit s'ouvrir dans quelques semaines. Ducomet, l'un des complices, est encore arrêté, bien que les Daladier, Vincent-Auriol et Cie aient laissé fuir Groszovskaja, Schwarzenberg, et taché de faire libérer — et fuir — Ducomet. La complétude de la Guépéou avec le Gouvernement est établie. Il faut étendre largement notre campagne pour que « les travailleurs » soient alertés sans retard !

KIOSQUES

La LUTTE OUVRIERE est en vente :
Au Café-Tabac Canudet, rue Nationale, à Saumur.

La LUTTE OUVRIERE est en vente :
1) Bar Tabac dépôt journaux, Briognes, Var.

2) rue de la République, place Caramy, Briognes, Var.

L. TROTSKY.

Lettre de Léon Trotsky à la section juridique de la S.D.N.

« Le chef de cette bande de criminels, est Joseph Staline »

Le 31 mars 1938.

A la section juridique du secrétariat de la S.D.N.

Le 22 octobre 1936, j'eus l'honneur de m'adresser à vous, par l'intermédiaire de mon avocat norvégien, feu Michael Puntervold, par une lettre dont vous m'avez aimablement accusé réception sous le signe n. S.A./15105-15085.

Je ne sais pas où en est la question de la création auprès de la Société des Nations d'un tribunal contre les terroristes, s'il existe déjà et si l'on peut attendre qu'il se mette prochainement au travail. En tout cas, je considère de mon devoir non seulement de rappeler les considérants que j'avais l'honneur de porter à la connaissance de votre section, il y a à peu près une année et demie, mais de les compléter par de nouvelles propositions tout à fait concrètes.

L'initiateur de la création d'un tribunal contre les terroristes auprès de la S.D.N. fut le gouvernement soviétique. Le commissaire du peuple aux Affaires extérieures des Soviets, M. M. Litvinov, a montré aux séances de la S.D.N. pour cette question un intérêt particulièrement aigu et, comme il semblait à ce moment-là, difficile à comprendre. Pourtant, pour des hommes au courant, l'affaire était claire déjà à ce moment-là. Préparant depuis une série d'années un procès contre les « trotskystes-terroristes », le Guépéou était tout à fait sûr que les « aveux » totaux des accusés convainaient tout le monde, y compris le futur tribunal auprès de la S.D.N., de la justesse des accusations, et qu'ils donneraient la possibilité d'obtenir l'extradition légale de moi-même et de mon fils, Léon Sédov, entre les mains du Guépéou. Tel fut le but immédiat et direct de l'initiative de Moscou dans la question du tribunal international.

Dans ma lettre du 2 octobre, j'exprimais la pensée que le tribunal, qui se pose comme tâche de protéger les gouvernements des différents pays des terroristes, ne pouvait d'autre part refuser la protection à des particuliers au cas où ceux-ci, pour des motifs purement politiques, sont faussement ac-

cusés de terrorisme par un quelconque gouvernement agissant par malveillance. C'est pourquoi je considérai et je considère que j'ai le droit de soumettre mon cas aux fins d'un examen, au tribunal futur auprès de la S.D.N., malgré le fait que le gouvernement soviétique ait, semble-t-il, définitivement renoncé à l'idée de chercher à Genève une aide contre mes « complot ».

Une commission internationale impartiale sous la direction du philosophe et pédagogue connu John Dewey, a, après 9 mois de travail environ, tiré une conclusion définitive au sujet des procès de Moscou, les déclarant être des falsifications malveillantes. Armé de nombreuses preuves irréfutables, qui se trouvent à la disposition de la dite commission, je suis prêt à la minute voulue à me présenter devant le tribunal de la Société des Nations afin de réduire une fois de plus et une fois pour toutes, mes accusateurs en accusés.

Mais j'ose penser qu'actuellement on ne peut plus s'arrêter à ce premier pas. Au cours des derniers six mois le monde fut témoin d'actes terroristes véritables, accomplis dans divers pays selon un plan général et dans une unité incontestable du but. Je vise non pas les assassinats avec ou sans procès perpétrés en URSS, où de façon ou d'autre il s'agit d'actes légalisés de l'appareil gouvernemental, mais les actes de banditisme ouverts sur l'arrière internationale. L'assassinat d'Ignace Reiss, ancien agent du Guépéou, le 4 septembre 1937, en Suisse, près de Lausanne, ne peut aucunement être compté parmi les actes légalisés. Les autorités suisses et françaises possèdent des données tout à fait complètes révélant l'organisation véritable de cet assassinat : à savoir, le Guépéou, la police secrète de l'URSS, l'extradition judiciaire dans l'affaire de l'assassinat d'I. Reiss, on découvrit, chemin faisant, que la même bande qui avait systématiquement surveillé mon fils, Léon Sédov, avait tenté de le tuer à Mulhouse, en janvier 1937. Quel rapport à l'activité du Guépéou avec la mort subite de mon fils, le 16 février de cette année, cela fera encore l'objet d'une instruction spéciale. Parmi les papiers de l'assas-

sin principal d'I. Reiss, le nommé « Rossi », qui a réussi à fuir à temps, ont été trouvés des preuves qu'il avait essayé de pénétrer au Mexique dans des buts qu'il n'est pas difficile à deviner sur la base de toutes les autres circonstances. Le vrai nom de cet assassin professionnel au service du Guépéou est : Roland Abbati.

Des témoins, autorisés au plus haut point, pourront relater au tribunal la préparation par les agents du Guépéou d'actes terroristes contre moi pendant mon séjour au Mexique et en Europe. Je peux en outre invoquer l'enlèvement en Espagne de mon ancien collaborateur Erwin Wolf, sujet tchécoslovaque, disparu sans traces. Les actes terroristes commis en Espagne contre le révolutionnaire catalan Andrés Nin, l'émigré autrichien Kurt Landau, le fils d'émigré russe Marc Rhein et d'une série d'autres personnes eurent une publicité mondiale. Même la partie d'enquêtes judiciaires et non judiciaires qui jusqu'ici est accessible à l'opinion publique, est complètement suffisante pour une intervention du tribunal international contre la Mafia centralisée de terroristes agissant sur le territoire de différents Etats.

A l'aide de documents, de témoignages et d'arguments politiques irréfutables, je me charge de prouver ce dont l'opinion publique depuis longtemps ne doute plus, à savoir, que le chef de cette bande de criminels est Joseph Staline, le secrétaire général du Parti communiste Pan-Russe de l'URSS. Puisque le Commissaire du Peuple aux Affaires Extérieures de l'URSS, M. Litvinov, a insisté très éloquentement sur la nécessité d'un engagement mutuel des gouvernements d'extraire les terroristes, il faut espérer qu'il ne refusera pas de faire valoir son influence pour que ledit Joseph Staline soit mis, comme chef d'une bande terroriste internationale, à la disposition du Tribunal auprès de la S.D.N.

De ma part, je suis prêt à mettre toutes mes forces, connaissances, documents et liaisons personnelles à la disposition du Tribunal afin d'une découverte complète de la vérité.